

SOMMAIRE

1	POLITIQUE INTÉRIEURE	2
1.1	LES DEBUTS DU 2EME MANDAT PRESIDENTIEL.....	2
1.2	PREPARATION D'UN REFERENDUM CONSTITUTIONNEL DU 4 AVRIL	2
1.3	ENQUETES POSTELECTORALES & TENTATIVES D'ASSASSINAT	6
1.4	OPPOSITION.....	7
1.5	LES RELATIONS ÉGLISES - POUVOIR POLITIQUE.....	9
1.6	« BONNE GOUVERNANCE »	10
2	DROITS HUMAINS, ACTION HUMANITAIRE, ASILE	11
3	INTERROGATIONS SUR UN MEURTRE	12
4	COOPERATION & DIPLOMATIE.....	14
5	ECONOMIE.....	15
6	SANTE PUBLIQUE, CALAMITES, ENVIRONNEMENT.....	17

1 POLITIQUE INTÉRIEURE

1.1 Les débuts du 2ème mandat présidentiel

« *La valeur de chacun se définit par sa contribution au pays* » L'ouverture n'a pas été celle que la classe politique attendait. Parti présidentiel, Tim, et autres formations alliées au pouvoir ont été aussi surpris que les mouvements d'opposition. Ravalomanana ne veut que des "résultats, résultats, résultats". Et peu importent les susceptibilités ethniques ou confessionnelles des uns et des autres. L'appartenance politique semble d'ailleurs être le dernier souci de Marc Ravalomanana. (D'après l'Hebdo de Madagascar du 01/02/2007)

Un Pds « Tiko boy » à la place du maire d'Antananarivo : comme il fallait s'y attendre, le 2e adjoint à la mairie d'Antananarivo est désigné président de la Délégation spéciale par le ministère de la Décentralisation. Mamy Rafalimanana, *directeur général de Magro [Groupe Tiko appartenant à Marc Ravalomanana], prend ainsi la place de Patrick Ramiaramanana, promu ministre de l'Énergie*. Un chef de district de la région d'Analamanga a réagi suite à ce choix : "La voie habituelle est la nomination du premier adjoint au maire au poste du Pds", a-t-il fait remarquer. Patrick Ramiaramanana, successeur de Marc Ravalomanana à la mairie était lui-même un « Tiko boy ». (D'après L'Express du 06/02/2007)

Rien ni personne ne semble en mesure de contrer Marc Ravalomanana : « Révolution » en roue libre ». Depuis sa réélection, il occupe à lui seul toute la scène politique. *Ses partisans sont réduits à la figuration. Ses opposants à la portion congrue. Aucune opposition véritable, structurée et debout ne vient troubler sa révolution qui marche en roue libre*. Le gros du travail a été fait durant le 1er mandat où il a contraint à l'exil Didier Ratsiraka. L'ancien président mis hors d'état de nuire, *Ravalomanana a neutralisé un à un ses adversaires potentiels* : Tantely Andrianarivo a été jeté en prison et puis réduit à une déportation qui ne dit pas son nom, Pierrot Rajaonarivelo malmené voire politiquement assassiné. Sur place, les têtes qui dépassent ont toutes été coupées. Les grandes gueules sont réduites au silence, au cachot et à la fuite. Le reste demeure politiquement insignifiant pour représenter un danger quelconque. *Marc Ravalomanana débute son second mandat en pleine possession de tous les pouvoirs*. Il bouscule tout sur son passage. Les provinces qui n'ont pas voté pour lui sont sanctionnées dans le partage des portefeuilles ministériels. Il décide de gérer à partir de la présidence les 17 500 *fokontany* du pays en enjambant toutes les structures intermédiaires. Puis, il va sélectionner les hauts fonctionnaires à partir d'appels à candidatures faisant fi de l'orthodoxie administrative. L'armée a été sevrée subitement de ses généraux. Enfin, la Constitution va être amendée pour la troisième fois. (D'après Midi du 09/02/2007)

1.2 Préparation d'un référendum constitutionnel du 4 avril

Coup d'envoi de la préparation du référendum : même en l'absence de décision, la préparation du référendum a déjà commencé en matière de *révision de la liste électorale* notamment pour la Capitale. Pour assurer une meilleure fiabilité des listes, qui font l'objet d'une révision annuelle, en janvier, le ministère de l'Intérieur a accordé un délai supplémentaire de 15 jours. (D'après L'Express du 02/02/2007)

Un Comité technique préparatoire est sur pied : les changements annoncés par le président de la République se concrétisent. Un conseil des ministres extraordinaire a mis sur pied un

Comité technique chargé de préparer la révision de la Constitution. Parmi les 9 membres de ce Comité figurent d'éminents juristes. (D'après *Les Nouvelles* du 03/02/2007)

Demande d'aide aux Nations Unies. Le président Ravalomanana a demandé une aide au représentant résident du Pnud, Bouri Sanhouidi, pour l'organisation du référendum constitutionnel ; il souhaite que tous les bailleurs de fonds et partenaires du développement de Madagascar s'impliquent dans son financement. (D'après *L'Express et les Nouvelles* du 08/02/2007)

Le ministère de l'Intérieur en cours de négociation avec les partenaires étrangers pour le financement du référendum : le budget prévisionnel pour la préparation du référendum s'élève à seize milliards Ar. Son coût est de deux tiers inférieur aux dépenses engagées pour le scrutin présidentiel. (D'après *Les Nouvelles* du 22/02/2007)

La IIIème République serait maintenue. Les membres du Comité préparatoire ont commencé leurs travaux. Leur mission consistera seulement à élaborer un projet de révision et non à préparer une nouvelle Constitution. Les modifications envisagées tournent toujours autour de l'éventuelle suppression des provinces autonomes et du Sénat, de l'éventuelle création de la Vice-présidence de la République à la place de la Primature et de secrétariat d'État à la place des ministères; et l'éventuelle constitutionnalisation des *fokontany* et des régions. On estime que *Marc Ravalomanana voudrait copier le système américain qui instaure un régime présidentiel fort* (Exécutif monocéphale) avec un poste de vice-président et des secrétaires d'État. *Est-il possible de procéder à de tels changements sans être amené à mettre en place une IVème République ?* (D'après *Tribune* du 07/02/2007)

Les 6 directives de la Présidence de la République : celle-ci a fait parvenir au comité préparatoire de la révision constitutionnelle *des directives strictes quant aux points essentiels à réformer*, entre autres, la suppression des provinces autonomes, les critères à remplir pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle ou le bouleversement au niveau des députés qui ne bénéficieront plus de certaines de leurs prérogatives. *Le président de la République propose 6 grands changements.* Tout d'abord, la suppression des provinces autonomes et la mise en place des régions en tant que collectivités territoriales décentralisées. Tout candidat aux fonctions de président de la République doit être présenté par un parti politique représenté au Parlement et avoir résidé au moins 6 mois sur le territoire national avant le dépôt de candidature. La suppression du Sénat ou la réduction du nombre de ses membres. Le nombre des députés réduit à 118, soit un par district ; l'immunité parlementaire valable uniquement pendant les sessions et l'obligation pour tout candidat de résider dans la circonscription. Les députés n'auraient plus droit à un salaire mais seulement à des indemnités de session et ils seraient privés de leur 4X4. Enfin, l'exercice du droit de grève serait limité par l'exigence du bon fonctionnement et de la continuité des services publics. (D'après *Tribune* du 10/02/2007)

Révision de la Constitution : boudée par le Ffkm et les partis politiques. Sur les 162 partis politiques légalement constitués, deux seulement ont envoyé leurs propositions sur la révision de la Constitution. Il s'agit du Teza de Moxe Ramandimbilahatra et de « *Liaraike* » de Kaleta, deux partis pro-Ravalomanana, qui ont fait parvenir 12 propositions. Les partis reprochent au pouvoir ne n'avoir accordé que 7 jours pour faire des suggestions. Chose curieuse, le Ffkm ne s'intéresse pas non plus aux travaux du Comité préparatoire. « *Le Ffkm a émis ses propositions à la révision du code électoral et non à celle de la Constitution.* », a précisé son président. (D'après *Tribune* du 12/02/2007)

202 propositions d'amendements constitutionnels à la clôture de la réception des documents : le Comité préparatoire de la révision de la Constitution a du pain sur la planche. Le Comité devra maintenant procéder à l'étude de ces propositions avant d'envoyer la synthèse au Conseil des ministres, qui aura le dernier mot. Les propositions d'amendements proviennent de tous horizons. La plupart ont été envoyées par de simples citoyens. Pour bon nombre d'observateurs, *les pouvoirs de ce Comité restent flous, des politiques parlent d'un comité bidon*. La suppression ou non des provinces autonomes, le nombre des mandats auquel le président de la République a droit, le maintien ou non du Sénat et les modalités de l'élection de ses membres ainsi que le renforcement des régions sont les sujets les plus sensibles. (D'après L'Express et Tribune du 15/02/2007)

Pouvoirs limités du Comité préparatoire : les membres du Comité ont du mal à expliquer le bien-fondé de leur démarche dans le toilettage de la Loi fondamentale. La tâche du Comité consiste maintenant à formuler, dans une ébauche d'avant-projet de loi, les suggestions disparates qu'il a recueillies. Ils devront se contenter de "*dégager les points essentiels des suggestions en différentes options*", selon le co-président du comité. **Il sacrifie le principe de la transparence au nom de la confidentialité**. Il sera donc difficile de savoir si le gouvernement a tenu compte ou non des propositions du Comité, sachant qu'il ne doit pas s'écarter des orientations définies par le pouvoir. (D'après L'Express du 16/02/2007)

Autonomie des provinces : naissance d'une plate-forme de résistance : le dernier jour du dépôt des propositions et suggestions d'amendements à la Constitution coïncide avec la naissance de la « *plate-forme pour la sauvegarde de l'autonomie des provinces* » qui regroupe plusieurs entités basées à Antsiranana. Ses membres tiennent à faire connaître au public et aux différents responsables que « *l'autonomie des provinces n'a été qu'à son début quand le régime qui l'a mise en place a été renversé* ». (D'après Midi du 15/02/2007)

Les députés critiquent la dénomination de « député de Région » qui serait adoptée dans la révision constitutionnelle : si une partie de l'opinion publique pense qu'une telle réforme est plus que méritée pour des députés absentéistes, les députés, mêmes élus dans une circonscription donnée, sont normalement censés représenter la Nation dans sa globalité. En supprimant la dénomination de « *député de Madagascar* », les parlementaires ne représenteraient que la région où ils sont élus. La conséquence redoutée serait *l'exacerbation de luttes fratricides entre les différentes régions*, même si l'enjeu en est le développement. De plus, l'actuelle inégalité géographique en matière de développement risquerait de s'aggraver. Ce qui pourrait engendrer des *déséquilibres régionaux alimentant des frustrations*. Des tensions naîtraient entre les différentes régions de Madagascar et *l'unité nationale serait menacée*. L'Histoire nous a appris que des guerres civiles ont commencé sur une telle base. (D'après Tribune du 19/02/2007)

La date du référendum suscite des réactions : la loi en vigueur fixe la date d'un référendum au moins 60 jours après l'appel à la consultation populaire, la date du 4 avril n'est donc pas conforme. D'autant que les préparatifs nécessitent un temps relativement long. Pour le président de la République, la tenue de la consultation populaire fait partie des priorités. "*Si nous voulons aller vite et réussir le Plan d'actions pour Madagascar (Map), nous devons réviser la Constitution. Nos partenaires financiers ont accepté de nous aider*". Ceux qui comptent s'opposer à la révision constitutionnelle seront pris au dépourvu par la date aussi proche. (D'après L'Express du 21/02/2007)

Infantilisation du peuple : les électeurs sont convoqués à se rendre aux urnes le 4 avril sans qu'ils sachent le projet de texte sur lequel ils vont devoir se prononcer. Le Comité

préparatoire en charge d'élaborer l'avant-projet n'a pas encore terminé ses travaux. Cette précipitation laisse à croire que le président de la République a déjà dans sa poche un projet prêt à être soumis à ce référendum, la concertation mise en place n'étant qu'une mascarade. (D'après Tribune du 21/02/2007)

Référendum menacé par la météo : le doute se généralise au sujet de la tenue du référendum dans un mois et demi à cause des mauvaises *conditions météorologiques qui risquent de remettre en cause son organisation*. Des responsables au niveau de l'Administration chargés de la préparation du référendum ont manifesté leurs craintes. Le Kmf/Cnoe tente d'alerter le gouvernement sur la gravité de la situation. Il estime que *le choix de la date du 4 avril ne garantit pas un référendum démocratique*, compte tenu de la situation précaire de la population, enclavée par la montée des eaux et les coupures de routes. Le pays est en situation de crise financière, appelant des secours internationaux. Les observateurs s'étonnent de cette précipitation à organiser coûte que coûte ce référendum alors que l'État est à court d'argent. La révision de la Constitution s'avère-t-elle plus urgente que le secours aux sinistrés ? « *Les partisans du Oui espèrent gagner facilement ce référendum constitutionnel avec les voix de ces sinistrés car il leur suffira d'être généreux à l'endroit de ces derniers* », déplore un dirigeant de l'opposition. (D'après L'Express et Tribune du 22/02/2007)

Deux projets de texte constitutionnel remis à Marc Ravalomanana : le Comité préparatoire a bouclé son travail. Il a remis au président de la République deux projets de révision. Le premier prévoit la suppression des provinces et du Sénat, tandis que le deuxième prévoit seulement la suppression des provinces autonomes. (D'après L'Express du 23/02/2007)

Le pouvoir persiste sur la date du 4 avril : l'opposition dénonce la précipitation dans laquelle le pouvoir organise ce référendum et appuie ceux qui pensent que le secours aux sinistrés des intempéries est plus urgent que la révision de la Constitution. Les opposants s'organisent pour mener campagne pour le « non ». L'opinion publique est impatiente de connaître le contenu du projet de texte constitutionnel à soumettre à ce référendum. (D'après Tribune du 26/02/2007)

La question sur la révision constitutionnelle arrêtée en conseil des ministres, mais le contenu de la révision reste cachée. « *Acceptez-vous ce projet de révision de la Constitution pour un développement rapide et durable des régions, pour améliorer le niveau de vie des Malgaches* ». C'est à cette question que les électeurs devront répondre par oui ou non au référendum du 4 avril. Mais le conseil des ministres n'a pas daigné publier le contenu de ce nouveau texte constitutionnel. (D'après L'Express du 28/02/2007)

Ravalomanana : "L'assemblée générale des fokontany est un devoir" : le Président dévoile peu à peu le contenu de son *programme de développement par la base* qui s'appuie sur les *fokontany*. L'une des premières tâches de l'assemblée générale des *fokontany* consistera à élire les chefs de *fokontany*. Les noms des personnes choisies par l'assemblée générale des *fokontany* devront être transmis au chef de district. Ce sont ensuite le maire, le chef de district et le délégué d'arrondissement qui désigneront le chef de *fokontany*, à partir des noms proposés. Le chef de l'État dresse le profil de celui ou celle qui pourra assumer cette responsabilité. « *Le chef de fokontany doit être quelqu'un de jeune, sachant lire et écrire, audacieux, capable relever les défis et de mobiliser les gens* », esquisse-t-il. « *Il doit également être créatif et avoir l'esprit d'initiative* », poursuit-il. (D'après L'Express du 05/02/2007)

La désignation des chefs de fokontany confiée aux chefs de district : dorénavant, leur désignation incombe aux chefs de district, qui se substituent aux maires. La réforme a été

confirmée aux 116 chefs de district du pays réunis au palais présidentiel. La population du *fokontany*, propose le nom de 5 personnes qu'elle estime capables de diriger sa collectivité. Ces noms sont communiqués au maire de la commune d'appartenance du *fokontany*, qui, à son tour, transmet une liste de 3 noms au chef du district. C'est à partir de cette liste que ce dernier nomme le chef et l'adjoint du chef du *fokontany*. Certains juristes ont ainsi pu définir le *fokontany* comme une structure déconcentrée dépendant du pouvoir central. Il constitue un *petit élément de la décentralisation*. (D'après L'Express du 27/02/2007)

Supervision des élections : réflexion sur l'avenir du Cne. L'organisme chargé de superviser les élections, réfléchit à son avenir au moment où le gouvernement se prépare à la tenue d'un référendum constitutionnel. *« Nous sommes sensibles aux critiques émises lors de l'élection présidentielle du 3 décembre »*, reconnaît l'un de ses membres. Les membres du Cne se doivent aussi de prendre en compte le *« souhait »* de l'Union européenne d'une *« évolution du statut du Cne vers plus d'indépendance dans sa structure »*. Il en est de même des recommandations de l'Institut national démocratique (Ndi), un Ong américain qui travaille dans ce sens. (D'après L'Express du 06/02/2007)

Confection de la liste électorale : le ministère de l'Intérieur attentif aux doléances. Les responsables du ministère de l'Intérieur et de la réforme administrative jouent l'apaisement dans le processus de confection des listes électorales informatisées. Ils tentent ainsi de *rassurer l'opinion publique après les critiques formulées dans le cadre du scrutin présidentiel du 3 décembre*. Personne, y compris le Cne, n'a été en mesure de préciser l'impact de tels manquements sur les résultats du scrutin. Depuis le 31 janvier, les autorités procèdent à la révision annuelle des listes électorales. L'opération prendra fin le 15 avril, en attendant la révision spéciale en vue du référendum. (D'après L'Express du 06/02/2007)

« Les observateurs internationaux ne sont plus une nécessité » explique l'ambassadeur d'Allemagne. Selon lui, la situation de stabilité politique qui prévaut dans le pays ne nécessite plus la venue d'observateurs internationaux pour les élections à venir. Il déclare que *« l'ensemble des observateurs internationaux sont entièrement d'accord sur le fait que les dernières présidentielles ont été transparentes. Il faut tourner la page du paternalisme. C'est à Madagascar de signaler à l'Union européenne s'il a besoin d'observateurs internationaux »* (D'après Les Nouvelles du 07/02/2007)

1.3 Enquêtes postélectorales & tentatives d'assassinat

Coup de force du général Fidy : 3 opposants enquêtés. Après deux collaborateurs de Pety Rakotoniaina, trois autres politiciens ont été convoqués à la brigade des recherches de la gendarmerie. Il s'agit du candidat à l'élection présidentielle, le général Ferdinand Razakarimanana, et de deux présidents nationaux de partis politiques, Daniel Ramaromisa et Pierre Tsiranana. Ils ont fait l'objet d'une enquête sur les manœuvres entreprises par le général Randrianafidisoa, le 17 novembre 2006. Aucune inculpation n'est, actuellement, établie contre ces personnalités, qui avaient été vues avec le général Fidy le jour de sa déclaration de mise en place d'un gouvernement militaire. (D'après L'Express du 01/02/2007)

Le général Fidy condamné à 4 ans de prison ferme pour l'un des chefs d'inculpation : il a été condamné pour menace de mort contre le président de la République et atteinte à la sûreté de l'État. Le général *doit encore répondre à 3 autres chefs d'inculpation*. Il se présentera de nouveau à la barre le 20 février. Le général s'est fait accusateur en révélant qu'en 2002, l'ancien premier ministre Jacques Sylla l'avait sollicité pour déstabiliser le régime de l'ancien président Didier Ratsiraka. (D'après L'Express du 03/02/2007)

Le général a souligné qu'il s'agissait d'un « **Coup d'État bluff** ». « *J'ai mené ce coup de force parce que je voulais juste alerter les dirigeants sur ce que vivaient la majorité de malgaches depuis 2002* ». Il a insisté sur le fait que c'est surtout pour torpiller le projet d'élimination physique concocté contre lui qu'il a mené ce coup de force. (D'après Tribune du 03/02/2007)

Nouvelle condamnation pour le Général Fidy, pour séquestration et menace de mort à l'encontre du commandant de la base aéronavale d'Ivato : il a été de nouveau condamné à trois ans de prison. Un colonel a aussi écopé de la même peine. Un capitaine a été en outre condamné à deux ans de prison. Le président du tribunal a évoqué le principe de non cumul de peines, c'est donc sa condamnation à 4 ans de prison, prononcée le 2 février, qui sera appliquée. 59 colonels et 6 généraux auraient été enquêtés, provoquant une levée de boucliers chez les officiers supérieurs et les officiers généraux de l'Armée. (D'après L'Express et La Gazette du 21/02/2007)

Vers un troisième procès pour le général Fidy : un nouveau procès se profile à l'horizon pour le général, qui a été de nouveau interrogé sur l'affaire au cours de laquelle un soldat du Régiment des forces d'intervention a trouvé la mort. Avec le colonel Rakotomaronirina, il doit répondre sur deux nouveaux chefs d'inculpation : prise de commandement illégale et meurtre d'un soldat. (D'après Les Nouvelles du 23/02/2007)

L'ex-réserviste Lemiasa, garde du corps du candidat à l'élection présidentielle, Jean Lahiniriko, condamné à 3 ans de prison ferme : le président de l'Association des réservistes pacificateurs de Madagascar (Arepam) a réintégré à la maison de force de Tsiafahy. Le tribunal de première instance d'Antananarivo l'a condamné à 3 ans de prison ferme. Il est inculqué d'avoir diffusé des tracts annonçant des troubles qui pourraient se produire en cas de réélection du candidat Marc Ravalomanana. L'autre réserviste, Zavatsoa Tsivary, est condamné à 2 ans d'emprisonnement pour la même charge. (D'après L'Express du 03/02/2007)

Pety et le monastère de Maromby : brouille avec le Vatican ? Le lieutenant-colonel Rakotonirina Fidimpanjato, chef de la province (Pds) de Fianarantsoa, brûle de fouiller le monastère de Maromby, dans ses opérations de recherche de Pety Rakotonirina, toujours introuvable. (D'après La Gazette du 15/02/2007)

Ravalomanana : en deux mois, trois tentatives d'assassinat. Des intentions qui furent toutes déjouées par les forces de l'ordre et particulièrement la garde présidentielle (GP). La dernière en date a été l'arrestation d'un réserviste le 18 janvier, veille de l'installation de Ravalomanana à la Magistrature Suprême. L'autre cas qui continue de faire couler beaucoup d'encre est « *la saga du Général Andrianafidisoa à la BANI d'Ivato* », le 17 novembre 2006. La gendarmerie est sur le point d'établir qu'il y a eu une tentative de meurtre de la bande du Gal Fidy contre le Chef de l'État lors de son retour d'un sommet international à Bruxelles, le 18 novembre. A Nice, durant le sommet France-Afrique, Marc Ravalomanana a évoqué devant la diaspora malgache qu'il a encore été l'objet d'un autre attentat, le 23 novembre 2006. Un fait qui a, apparemment, bel et bien échappé à la vigilance de la presse malgache. (D'après Midi du 20/02/2007)

1.4 Opposition

Lahiniriko crée un parti : deuxième à l'élection présidentielle, il crée un parti politique, dont il est évident qu'il renforcera les rangs de l'opposition. **Le parti socialiste et démocratique pour l'union à Madagascar** (Psdum) regroupe, comme membres fondateurs, les

parlementaires qui l'ont soutenu lors de la dernière présidentielle, la plupart issus du Sud. La plupart des partisans de Lahiniriko étaient auparavant des députés issus du parti présidentiel Tim. Une semaine auparavant, le directeur de campagne de Jean Lahiniriko, Saina Michel, a aussi créé sa formation politique : l'Union des socio-démocrates de Madagascar (Usdm). (D'après L'Express du 02/02/2007)

Lahiniriko appelle à l'unité de l'opposition et s'oppose à la révision de la Constitution : grâce à son score à l'élection présidentielle, Jean Lahiniriko *s'estime être le leader naturel de l'opposition*. Il fait appel à toutes les composantes de cette tendance à davantage d'unité et leur propose de s'associer à son parti, sous la bannière du socialisme démocratique afin de s'opposer au libéralisme du pouvoir. « *On assiste actuellement au retour programmé à des pratiques dictatoriales* », a déclaré par ailleurs M. Lahiniriko. Se référant au projet d'amendement de la Constitution, il indique que son parti va *rejeter toutes tentatives de concentration du pouvoir entre les mains d'une seule personne*. Deux Institutions de la IIIème République seraient supprimées dans le nouveau projet de texte, à savoir la Primature et le Sénat. Un vice-président, nommé par le Président, prendrait la place du Premier ministre. (D'après L'Express et Tribune du 05/02/2007)

Roland Ratsiraka, ancien candidat à l'élection présidentielle : « *Je suis toujours maire [de Toamasina]* » : il continue à exercer ses fonctions malgré une décision de suspension prise par le conseil municipal. « *La loi n'a pas été respectée. Je continue, ainsi, à exercer mes fonctions à la mairie et je ne me considère pas comme suspendu. La décision du conseil municipal n'a pas encore fait l'objet du contrôle de légalité. Et juridiquement parlant, il est impossible de procéder à un contrôle de légalité sur une telle décision* » a-t-il déclaré.

Roland Ratsiraka suspendu pour un mois (renouvelable jusqu'à 3 mois) : Roland Ratsiraka n'est plus maire de la Commune de Toamasina, du moins provisoirement. Le ministère de l'Intérieur a entériné la demande de suspension votée par les conseillers municipaux. Roland Ratsiraka, troisième lors de l'élection présidentielle du 3 décembre, reste injoignable. (D'après L'Express du 16/02/2007)

Usdm : « *les chefs de fokontany doivent être élus* » L'union des socio démocrates de Madagascar, n'apprécie pas les nominations. En se référant au système pyramidal du fonctionnement de la décentralisation, les *fokontany* sont à la base de cette structure. De ce fait, « *Les chefs fokontany doivent être élus par la population locale. S'ils sont nommés, les fokontany deviennent une structure déconcentrée, et ces responsables sont soumis à une hiérarchisation dans la prise de décision* », déclare Michel Saina. L'Usdm ne compte pas collaborer avec le pouvoir tant que les responsables au niveau de chaque structure décentralisée seront nommés. Pour le parti, c'est la valorisation de la population qui est primordiale. *Il faut qu'elle soit actrice du développement et non spectatrice*. (D'après Les Nouvelles du 09/02/2007)

Le Crn quitte les 3fn : l'après présidentielle est ardu pour l'opposition. Le Comité pour la réconciliation nationale (Crn) et les Trois forces nationales (3fn) ne sont plus sur la même longueur d'onde. Le divorce est consommé. Les membres du Crn ne digèrent pas la position adoptée par les autres composantes des 3fn pendant l'élection présidentielle. « *Notre position contre le scrutin présidentiel n'a pas changé d'un iota. Mais il y a des gens qui se déclarent opposants et qui ont pourtant participé à l'élection présidentielle. Une fois battus, ils comptent encore revenir dans le giron de l'opposition* », fustigent-ils. « *Nous sommes contre le référendum constitutionnel. Ce n'est pas encore le moment. D'ailleurs, celui-ci ne servira qu'à asseoir le pouvoir du président Ravalomanana* », soutiennent-ils. Pour eux, le dossier de la réconciliation nationale reste prioritaire. (D'après L'Express du 13/02/2007)

Les 3fn revendiquent une conférence nationale sur la Constitution : elles n'ont pas de projet à proposer, mais elles n'envisagent pas non plus d'envoyer des propositions d'amendements au comité préparatoire pour la révision de la Constitution, estimant que les débats devraient se faire dans le cadre d'une véritable conférence nationale. Selon le pasteur Richard Andriamanjato, «*cette conférence nationale permettra aussi de débattre de toutes les autres questions sinon de tous les problèmes qui affectent le fonctionnement des affaires nationales. Car il n'y a pas que la Constitution qui mérite d'être révisée, mais c'est aussi toute la gestion des affaires nationales...*» Lors de leur conférence nationale de juin 2005, les 3fn avaient pourtant revendiqué la révision de la Constitution. Malheureusement, elles n'ont pu jusqu'ici initier le moindre projet... (D'après *Les Nouvelles* du 14/02/2007)

A la veille d'un référendum, les formations de l'opposition se désagrègent. Le référendum sera à sens unique, faute d'opposition. Après la réélection de Marc Ravalomanana, les principales formations qui se sont dressées contre lui, depuis son avènement en 2002, se déstructurent. Madagascar négocie, pourtant, un tournant majeur de son histoire. Le « *Oui* » l'emportera sans surprise lors du référendum. L'opposition est en pleine déliquescence. Les révélations de la présidentielle, Jean Lahiniriko et Roland Ratsiraka, n'ont pas tenu les promesses de leurs scores. Ils voient les rangs de leurs partisans, rongés par le schisme. (D'après *L'Hebdo de Madagascar* du 17/02/2007)

1.5 Les relations Églises – Pouvoir politique

Affaire Pety Rakotoniaina : selon le Pds de Fianarantsoa : "L'archevêque d'Antananarivo a usé d'intimidations". Il reproche à Mgr Razanakolona de lui avoir tenu des propos agressifs. Le malentendu a pour origine la perquisition faite par les forces de l'ordre dans l'enceinte d'une église le 13 janvier. Le but était de retrouver le maire de Fianarantsoa, Pety Rakotoniaina. « *J'ai rencontré Mgr Razanakolona qui m'a demandé de ne plus toucher aux domaines catholiques et que l'affaire était portée au Vatican. Sinon, nous a-t-il dit, nous aurons des difficultés* », a déclaré le Pds. Mgr Razanakolona n'a ni confirmé ni infirmé les propos gênants dont on l'accuse mais il a confirmé que le Vatican était informé de l'incident. (D'après *L'Express* du 01/02/2007)

Pour le Pds de Fianarantsoa, « Pety bénéficie de la complicité d'un groupe religieux » : « *Si Pety Rakotoniaina était un simple bandit, il serait déjà arrêté depuis un certain temps. Mais ce n'est pas vraiment le cas. Il reçoit l'aide d'un groupe de personnes déjà identifiées. Selon nos renseignements, il existe aussi un groupement religieux derrière lui. Mais il sera arrêté* » (D'après *L'Express* du 02/02/2007)

Une prière pour le Map et la mobilisation des fokontany : le Président Ravalomanana, sa famille ainsi que ses proches collaborateurs ont assisté à une prière pour la mise en oeuvre du Map et la mobilisation des fokontany dans le cadre du redressement du pays. **Une fois de plus, la place de la foi dans la gestion des affaires nationales s'est manifestée dans la plus haute sphère de l'État.** Dans son allocution, le Président a développé les 8 engagements du Map (la gouvernance responsable ; l'infrastructure reliée ; la transformation de l'éducation ; le développement rural qui demeure au centre des préoccupations ; la santé, le planning familial et la lutte contre le Vih/ Sida ; économie à forte croissance, la protection de l'environnement et la solidarité nationale). (D'après *Le Quotidien* du 05/02/2007)

Le choix de la date du référendum : clin d'œil en direction du tout puissant Ffkm : cette consultation populaire met fin à la règle non écrite qui consistait à tenir toutes les élections

un dimanche. En choisissant un mercredi, le pouvoir bouleverse une habitude électorale qui remonte à la Première République. Donnant ainsi satisfaction au Ffkm qui prêche depuis longtemps pour des élections non dominicales qui laissent les fidèles se rendre à l'Église plutôt que dans les bureaux de vote. Cette concession faite sur l'autel référendaire au tout-puissant Conseil des Églises Chrétiennes constitue-t-elle les prémices d'une République chrétienne ? Même si cela ne sonne pas forcément le glas de la laïcité de l'État, c'est un clin d'œil en direction du Ffkm qui a fait preuve de neutralité lors de la dernière élection présidentielle. (D'après *Midi* du 21/02/2007)

Conférence des Évêques catholiques : « *Non au référendum* ». Parodie de démocratie, vote « à l'aveugle » pour les électeurs qui ne pourront jamais être au fait des changements apportés au sein de la Constitution en 1 mois ; ce sont entre autres, les raisons pour lesquelles la conférence des 21 évêques refuse la tenue du référendum pour le 4 avril. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le régime de Ravalomanana semble ne plus être en odeur de sainteté auprès de la communauté catholique. Ses responsables ont averti le pouvoir que la hâte pouvait être une source de graves dangers pour le pays. (D'après *Tribune* du 26/02/2007)

Pour le respect de l'opposition : par ailleurs, cette rencontre a permis aux évêques de condamner les menaces et intimidations à l'encontre des membres de l'opposition, les persécutions de ceux qui veulent avoir une vision différente, les perquisitions musclées ainsi que la discrimination. Des pratiques anti-démocratiques et contraires aux valeurs ancestrales, ont-ils martelé. L'ère du cardinal Gaëtan Razafimahatratra est déjà révolue. Autre temps, autre mœurs ! (D'après *Tribune* du 26/02/2007)

Consultation populaire : les évêques catholiques moins dociles par rapport au régime, sans pour autant être dans l'opposition comme du temps de Didier Ratsiraka. Le prochain référendum le montre. " *Nous ne faisons pas partie de l'opposition. L'Église catholique invite seulement le pouvoir à ne pas tromper le peuple*", annonce Odon Razanakolona, archevêque d'Antananarivo et secrétaire général de la conférence des évêques. Celle-ci pose donc un préalable à la tenue du référendum. " *Nous ne sommes pas contre la consultation populaire, mais on voudrait seulement que les électeurs puissent connaître les textes qu'on va lui soumettre au moment du vote. Il faut que les règles du jeu soient claires. Notre rôle se limite à la protection des droits des citoyens avides de profonds changements, et aussi d'éviter le pire*". Odon Razanakolona n'a pas manqué d'exprimer le **mécontentement des évêques à propos de certaines pratiques du pouvoir**. La question du recel de l'ancien maire de Fianarantsoa, qui a provoqué une crise entre l'Église catholique et des responsables de la sécurité publique, est un exemple de ces pratiques. (D'après *L'Express* du 28/02/2007)

1.6 « Bonne gouvernance »

Un appel à candidature relatif au recrutement de 20 secrétaires généraux des ministères et des secrétariats d'État. Cette innovation devrait permettre de lutter contre le népotisme et le favoritisme, des pratiques que l'on rencontre fréquemment au sein de l'administration. Les nouveaux secrétaires généraux seront soumis à **une obligation des résultats**. Mais cette « révolution » dans l'attribution des hauts emplois de la fonction publique ne présente-t-elle pas aussi le risque de cacher des pratiques courantes destinées à **tromper les bailleurs de fonds** qui exigent la rigueur dans la gestion des affaires de l'État ? Avec cette nouvelle procédure, **les membres du gouvernement n'auraient plus la mainmise sur la nomination de leurs secrétaires généraux**. Ce recrutement suivra la même procédure que celui de 22 chefs de régions en place. (D'après *Tribune* du 02/02/2007)

Intégrer les technocrates de l'ancien régime : tout laisse à penser que ce mode de recrutement est un moyen pour le régime Ravalomanana d'intégrer les technocrates de Didier Ratsiraka dans ses rouages sans avoir à subir des critiques de ses partisans. Ces hommes de l'ancien régime seront recrutés en fonction de leurs seules compétences. Une manière de dire que la politisation de l'administration fait partie du bon vieux temps. (D'après *Tribune du* 12/02/2007)

Gonne gouvernance forestière : en finir avec le trafic illicite de bois précieux. Un grand pas vient d'être franchi dans la lutte contre l'exploitation illicite et d'autres activités destructrices de forêts malgaches. Un Guide pour la poursuite et la répression des infractions forestières est né. C'est le fruit de la collaboration entre le Ministère de l'environnement, des eaux et Forêts et le Bianco, avec le concours du Ministère de la justice et l'appui financier du Programme de réformes pour l'efficacité de l'Administration (Prea). (D'après *Le Quotidien du* 13/02/2007)

2 DROITS HUMAINS, ACTION HUMANITAIRE, ASILE

Les enfants en situation difficile font entendre leur voix. Les enfants des rues et en situation difficile (victimes d'abus, exploités...) ont un nom. C'est l'appel que les enfants réunis au sein de la *Plate-forme de la société civile* ont lancé lors d'une rencontre avec les professionnels des médias. C'est une grande première pour la plate-forme, à laquelle participe l'association Manaode, les Enfants du Soleil, Terre des Hommes, Atd Quart Monde. L'administration, les membres de la plate-forme et les médias se sont mis d'accord pour se rencontrer tous les deux mois pour mieux appréhender les problèmes des enfants et pour trouver des solutions pour que ces derniers jouissent véritablement de leurs droits. (D'après *Le Quotidien du* 08/02/2007)

L'interdiction de mendicité dans les rues d'Antananarivo à l'étude : signe de pauvreté extrême ou paresse des parents mais de très jeunes enfants mendient dans les rues au lieu d'être à l'école. L'assainissement de la ville se poursuit. Après le coup d'envoi de l'opération expulsion des sans-abri des rues de la ville et leur relogement, un projet relatif à l'interdiction de la mendicité dans les rues est à l'étude. "L'idée consiste en réalité à protéger les enfants en leur permettant de jouir de l'un de leurs droits fondamentaux, en l'occurrence celui d'aller à l'école", note le responsable de la réinsertion des sans-abri au Bureau municipal d'hygiène (Bmh). Contraints par leurs parents, ils doivent subvenir aux besoins de la famille en mendiant, au lieu d'aller à l'école. Pendant ce temps, leurs parents jouent à la belote, au rami, ou aux dominos, en faisant des paris pour gagner un peu d'argent. Des associations comme Akamasoa [Père Pedro] travaillent en synergie avec le Bmh pour la conception de ce projet. (D'après *L'Express du* 22/02/2007)

Un responsable du Bmh reconnaît que *l'approche des Jeux des îles de l'Océan Indien* qui doivent se tenir à Madagascar pourrait être l'une des raisons de l'application de l'interdiction de la mendicité des enfants. Néanmoins, il affirme que cette mesure est la concrétisation de la politique sociale de la commune d'Antananarivo et qu'elle s'inscrit en premier lieu dans le cadre de l'assainissement de la capitale. (D'après *L'Express du* 27/02/2007)

Regard sur la violence à l'égard des femmes : ce sera cette année le thème de la journée mondiale des femmes, le 8 mars. "Les femmes Malagasy ont encore des problèmes pour agir en Justice car elles manquent de preuves", explique la présidente de l'association SOS Victimes du non-droit, très active dans la protection des droits de la femme. Un séminaire vient d'être organisé par l'Ird pour sensibiliser l'opinion. Aucun chiffre officiel n'existe à Madagascar sur

les différentes formes de violences à l'égard des femmes. Sur les cas traités par l'association Life giving water, la violence entre époux est très fréquente. Les violences causées par l'alcoolisme viennent ensuite. Chaque jour, cette Ong reçoit près de 6 appels dénonçant des violences. (D'après L'Express du 22/02/2007)

Fiscalité : la bête noire de l'action humanitaire. Le Conseil National de Secours, organe rattaché au ministère de l'Intérieur, a eu gain de cause pour sa *demande de franchise douanière concernant des matériels importés qui seront affectés pour les actions de secours à Madagascar*. Bien que tout à fait légitime, la décision ressuscite un vieux débat qui touche la raison d'être des organisations humanitaires en activité à Madagascar. Combien de fois n'a-t-on pas entendu des responsables d'Ong humanitaire monter au créneau pour se plaindre du blocage de leur cargaison au Port de Toamasina, lié au seul problème de dédouanement. On se souvient qu'après le retour de l'Amiral Ratsiraka au pouvoir, il fut un moment où le Père Pedro a reproché au pouvoir de ne pas soutenir ses actions en faveur des pauvres du pays. Il est temps de se pencher réellement sur ce vieux problème si on veut vraiment combattre la pauvreté à Madagascar. *La défiscalisation des dons mérite une réflexion.* (D'après Tribune du 02/02/2007)

Ségolène Royal et les demandeurs d'asile provenant de « pays sûrs » : elle a indiqué dans une lettre à FTDA sa volonté d'établir un moratoire sur la liste « des pays sûrs ». Cette liste de 15 pays, dont 9 africains - Bénin, Cap vert, Ghana, Mali, Maurice, Sénégal, **Madagascar**, le Niger et la Tanzanie - permet à l'Ofrpra de refuser ou de traiter plus rapidement la demande d'« admission en France d'un étranger qui demande à bénéficier de l'asile ». (D'après Afrik.com du 13/02/2007)

3 INTERROGATIONS SUR UN MEURTRE

Un beau-frère de Ben Laden tué par balle à Madagascar : un homme d'affaires saoudien, beau-frère d'Oussama ben Laden, a été tué par balle par des inconnus à Madagascar, a annoncé son frère. Jamal Khalifa, qui travaillait dans le commerce du saphir à Sakaraha "a été tué de sang-froid en plein sommeil, quand une bande armée d'une trentaine de personnes a attaqué sa chambre", a-t-il déclaré à la chaîne Al-Arabiya. Malek Khalifa a soutenu que son frère n'entretenait aucune relation avec ben Laden, bien qu'il soit son beau-frère par alliance. Le ministère saoudien des Affaires étrangères a exprimé "le profond regret et le malaise" suscités par l'assassinat du citoyen saoudien à Madagascar. *Le ministère a contacté les autorités à Madagascar* par le biais de l'ambassade saoudienne en Tanzanie pour être informé des circonstances de cet acte criminel et il a demandé le rapport du médecin légiste. Quand on sait qu'Oussama Ben Laden a 53 demi-frères et demi-sœurs, issues de différentes mères, et qu'Oussama Ben Laden lui-même a une vingtaine d'enfants, il ne faut pas s'étonner de trouver des membres de la famille Ben Laden essaimés un peu partout dans le monde. Néanmoins, L'Express de Maurice indique que *Jamal passait pour avoir apporté une aide financière au groupe islamiste philippin Abu Sayyaf*. Les autorités saoudiennes estiment cependant que Jamal Khalifa ne pose plus aucun problème et a cessé toutes relations avec les organisations humanitaires philippines. (D'après Le Monde, L'Express et Les Nouvelles du 01/02/2007)

Les informations recueillies auprès du ministère des Affaires étrangères précisent que ce meurtre ne doit pas porter atteinte à la relation diplomatique entre l'Arabie Saoudite et Madagascar. Il s'agit d'un simple crime. Par contre, *la communauté musulmane a critiqué la manière dont certains journaux ont relaté cette tragédie*. Ils se sont déclarés scandalisés par le fait que le nom de la victime ait été associé avec celui de Ben Laden. "La présence de cet

opérateur à Madagascar a obtenu la certification du gouvernement Saoudien”, indique son représentant. “Il est venu en 2000. En 2001, des agents de la Cia sont venus pour l’interroger sur l’affaire du 11 septembre. Ils étaient repartis, persuadés que l’homme était innocent”, a-t-il ajouté. Cependant, selon un responsable de la Gendarmerie, une enquête est ouverte par les autorités malgaches sur l’éventuelle appartenance de Jamal Khalifa au réseau d’Al Quaida (D’après L’Express et Midi du 02/02/2007)

Le beau-frère de Ben Laden fiché par la Cia, le Fbi et la Dgse : présenté par certains journaux comme un ex-financier du terrorisme, aurait-il été un agent double ou un repent sous haute surveillance ? Jamal Khalifa n’était pas qu’un simple commerçant de pierres précieuses. En 1994, Jamal Khalifa a été arrêté par le Fbi en Californie. Son visa a été révoqué et il a été incarcéré 4 mois. Le Fbi sait qu’il est directement lié à Ramzi Youssef, artificier de l’attentat du 11 septembre 2001, et qui a été capturé en 1995 au Pakistan. En mai 1995, Khalifa annonce son désir d’être expulsé vers la Jordanie. Et lorsqu’il arrive en Jordanie, il fait l’objet d’un nouveau procès à l’issue duquel il est acquitté. Selon Journal de l’Île de la Réunion (Jir), il n’était pas un inconnu des « services secrets » tant français (Dgse) qu’américains (Cia). Le Jir souligne même que ce « financier repent du terrorisme islamique, a été condamné à mort par contumace en Jordanie » (D’après Midi du 06/02/2007)

Malek Khalifa, frère de Jamal, accuse les autorités malgaches d’avoir vendu l’homme d’affaires saoudien aux services de renseignements étrangers. Parallèlement, la communauté musulmane malgache précise que la présence de cet opérateur à Madagascar avait obtenu la certification du gouvernement saoudien, et que des agents de la Cia étaient venus à Madagascar pour l’interroger, ainsi qu’un de ses employés dénommé Amine, sur l’affaire du 11 septembre. (D’après Midi du 06/02/2007)

Affaire Khalifa : les zones d’ombre demeurent. Selon les enquêteurs, « Trois des quatre personnes mises en cause dans le meurtre sont de nationalités arabes (...) l’une d’entre elle est un interprète (...) une situation qui devient sujette à problèmes pour les enquêteurs puisque le traducteur, défendant sa cause, serait tenté de déformer les dires de ses compères ». La gendarmerie aurait donc pris la décision de suspendre l’audition et de recruter un autre interprète. Pour le Directeur de la Police Judiciaire (Dpj), « c’est un pur et simple acte de banditisme. Il ne s’agit en aucun cas d’un meurtre prémédité (...) pour moi, soutenir cette opinion ne viserait qu’à provoquer des incidents diplomatiques ». Sur l’hypothèse de repréailles de Al Quaida - puisque le fait est avéré que Jamal serait proche de ce réseau terroriste - le Dpj est plutôt confiant : « Ce n’est pas l’État Malagasy qui a commandité l’acte, c’est un assassinat dont l’origine est la convoitise des dahalo envers les biens de Jamal », a-t-il fait remarquer. (D’après Midi du 08/02/2007)

Les rumeurs sur les liens de ce meurtre avec le terrorisme international font planer des doutes et risquent de compromettre la confiance des bailleurs de fonds et organismes partenaires. Néanmoins, le renforcement de nos relations extérieures devrait permettre d’obtenir des renseignements concernant cette affaire Jamal jugée politiquement délicate. (D’après Les Nouvelles du 12/02/2007)

Al Qaïda : «Des membres déjà fichés à Madagascar ! » L’information émane d’un service d’intelligence étranger qui a envoyé un de ses représentants pour enquêter à Madagascar depuis l’assassinat de Jamal Khalifa. Selon cette source, nombre de sociétés figurent parmi les bénéficiaires des financements provenant de ce réseau de terrorisme. L’objectif étant le **blanchiment d’argent**, à travers des activités de distribution de PPN, de commerce de voitures d’occasion, le secteur minier, la pêche et l’agriculture. Quant au meurtre de Jamal

Khalifa, une affaire qui devient de plus en plus brûlante, d'autres arrestations seraient en vue dans les prochains jours. (D'après Midi du 13/02/2007)

L'ambassade américaine et le ministère de la Défense unanime sur le cas de Jamal Khalifa et de Harun Fazul : « Madagascar fait beaucoup d'efforts pour le renforcement de sa sécurité », c'est ce qu'a déclaré le ministre Petera Behajaina sur une question portant sur l'affaire Jamal Kalifa et la recherche du présumé terroriste Harun Fazul. Il a expliqué que la relance de la recherche de Fazul n'a aucune relation avec l'assassinat de Jamal. Quant au chargé d'affaires de l'ambassade américaine, il a souligné que les deux pays partagent le même point de vue et travaillent main dans la main. (D'après Les Nouvelles du 19/02/2007)

Affaire Jamal Khalifa : le « cerveau » est abattu. La police affirme que Jamal Khalifa n'est qu'un simple opérateur en exploitation du saphir. Il est venu à Madagascar en 1998, et reparti en 2001. Trois jours après son retour dans la Grande Île, il a trouvé la mort. **Un crime crapuleux. Sans plus,** nous fait-on comprendre. (D'après Tribune du 21/02/2007)

4 COOPERATION & DIPLOMATIE

Le bilan satisfaisant des réalisations du Mca laisse-t-il espérer une reconduction ? « Madagascar fait la satisfaction des Etats-Unis », a déclaré le Pdg de la Millenium challenge corporation (Mcc) en présentant le bilan de son passage dans le pays. Le succès de l'intervention du Mca se concrétise notamment dans les filières litchi, le géranium, et le maïs. L'encadrement du Mca intervient de la chaîne de production à la chaîne d'exploitation. A commencer par la sécurisation et l'amélioration de la gestion foncière et topographique. L'encadrement des ruraux se poursuit en amont par le perfectionnement technique des agriculteurs, et le financement, puis par l'octroi de marchés aux paysans. **Près de 10 000 familles d'agriculteurs ont pu bénéficier d'une amélioration de revenus.** L'appui du Mca s'étalera jusqu'en 2009 mais rien n'est encore acquis quant à son renouvellement au-delà de cette échéance. (D'après Les Nouvelles du 03/02/2007)

Le riz hybride chinois va être cultivé à Madagascar et en Afrique : la Chine va construire un centre de développement de riz hybride à Madagascar pour aider l'Afrique à promouvoir la production agricole. Le projet d'un coût de 1,28 million de dollars sera financé par le gouvernement chinois et est prévu d'être achevé d'ici 2010. **Il s'agit de l'un des 10 projets agricoles que la Chine a prévu d'entreprendre en Afrique.** Le riz hybride se cultive largement en Chine, avec une **production record de 12 tonnes par hectare.** L'Asie a bénéficié cette dernière décennie des technologies de riz hybride de Chine, dont la culture occupe un million d'hectares dans les pays d'Asie du Sud et du Sud-est, dont le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, la Birmanie, les Philippines et le Vietnam. Avec cette technologie, le Vietnam est devenu le troisième plus grand pays exportateur de riz au monde. (D'après Xinhua du 03/02/2007)

Sécurisation des placements suisses à Madagascar : la coopération économique prend de l'ampleur entre la Suisse et Madagascar. Les autorités malgaches et helvétiques ont signé un Accord sur la promotion et la protection réciproques des investissements (Appi). (D'après L'Express du 06/02/2007)

L'Union européenne soutient les fokontany : Jean Claude Boidin, chef de délégation de la Commission européenne à Madagascar a souligné que l'Union européenne va appuyer Madagascar pour sa politique de développement qui part des fokontany. (D'après Les Nouvelles du 06/02/2007)

L'élection présidentielle du 3 décembre citée en exemple au sommet France-Afrique : de l'avis de plusieurs chefs d'État africains et de celui de France, cette élection constitue un modèle à suivre pour les autres gouvernements qui prévoient des élections dans leur pays respectif cette année. C'est, en substance, une des grandes déclarations de Marc Ravalomanana à son retour au pays, après avoir participé au sommet France-Afrique. 14 pays d'Afrique s'appêtent à organiser des élections, présidentielles, législatives ou autres pour cette année, selon Marc Ravalomanana. (D'après *Les Nouvelles* du 19/02/2007)

5 ECONOMIE

Rapport de la Banque mondiale : les conditions d'investissement s'améliorent. La Banque publie un rapport encourageant sur les conditions d'investissement à Madagascar. *La Grande île fait partie des 9 pays classés "destinations intéressantes"* par l'Agence multilatérale de garantie des investissements (Miga) organisme rattaché à la Banque mondiale. 6 secteurs d'activités ont été particulièrement cités à savoir le textile, la confection de vêtements, l'industrie alimentaire et les boissons, l'horticulture, le tourisme et les centres d'appels téléphoniques. Les 8 autres pays les mieux placés sont le Ghana, le Kenya, Le Lesotho, le Mali, le Mozambique, l'Ouganda, le Sénégal et la Tanzanie. Les 6 secteurs touchés par cette étude représentent la plus grande proportion des Ide mobiles en Afrique subsaharienne. "Dans de nombreuses régions du monde, l'investissement direct étranger a stimulé la croissance économique, la création d'emplois et l'intégration dans l'économie globale. C'est ce qui se produit en Afrique", déclare le vice-président exécutif de la Miga. (D'après *L'Express* du 06/02/2007)

Banque mondiale : la stratégie d'assistance pays 2007-2011 pour Madagascar est bouclée et sera bientôt présentée au conseil d'administration. La Banque reconnaît que depuis 2002, le pouvoir actuel s'est engagé vers une ambitieuse transformation qui a apporté une *amélioration des indicateurs économiques, sociaux et de gouvernance*. Une meilleure situation qui l'incite à poursuivre son aide au développement. La Banque estime que « *les résultats récents montrent qu'une bonne politique et des ressources supplémentaires peuvent rapidement propulser en avant le pays* ». Une économie qui a crû à un taux moyen annuel de 5%, un taux de pauvreté qui a baissé, passant de 80% en 2002 à 69%, une élection présidentielle dans le calme fin 2006, constituent pour la Banque autant de paramètres permettant de dire que « *le pays a rompu avec les habitudes de mauvaise gestion économique connues après l'indépendance et les crises qui appauvrissent la population* ». **Un financement prévisionnel de 722 millions de dollars est prévu par la BM, au titre de sa participation au Map.** (D'après *Midi* du 22/02/2007)

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (Fenu) lance le projet de microfinance «Blue book» : il s'agit d'un projet qui vise *la construction de secteurs financiers accessibles à tous pour le développement*. Créé pour réaliser des investissements de petite taille dans les pays les moins avancés (Pma), le Fenu apportera un appui de 4 millions de dollars. Deux organismes nationaux de microfinance, l'Adefi (Action pour le développement et le financement des micro-entreprises) et le Sipem (Société d'investissement pour la promotion des entreprises à Madagascar), ont déjà bénéficié du concours du Fenu. (D'après *Les Nouvelles* du 08/02/2007)

La nouvelle institution de microfinance MicroCred présente de grandes ambitions : agréée en décembre 2006, elle fait déjà état de 519 clients. Avec un effectif de 6 employés et de 30 agents de crédit et deux agences, l'encours de crédit s'élève à 252 millions Ar. Pour 2007,

MicroCred place la barre très haut : à la fin de l'année, avec 5 agences on mise sur 4.261 clients avec un encours de crédit de 720 millions Ar. À l'horizon 2011, elle escompte 35.000 clients grâce à 15 agences. Elle espère obtenir d'ici 2008 un nouveau statut qui lui permettra de proposer des produits d'épargne. Son principe premier de fonctionnement est *la rapidité dans l'évaluation et la décision d'octroi de crédit* (5 à 7 jours) ainsi que l'allégement des formalités. MicroCred a un autre atout : *un taux d'intérêt de 2 % par mois*, alors que ce taux tourne autour de 3 % pour les autres institutions. MicroCred Madagascar est la seconde implantation du groupe dans le monde. *Moins de 8% des ménages malgaches ont accès au système financier*. Malgré une hausse conséquente des crédits octroyés par les banques primaires, moins de 200 000 personnes bénéficient des services d'institutions de microfinance sur l'ensemble du territoire. Sur 1 200 micro-entrepreneurs questionnés à Antananarivo, plus de *97% ont exprimé un besoin de financement*. (D'après Les Nouvelles et Le Quotidien du 08/02/2007)

Rapport du Pnud sur le développement humain : Madagascar fait un bond de quatre places dans le classement mondial. Le pays se classe *143ème sur 177 (année de référence : 2004)*. Pour la première fois, le pays est classé parmi le groupe des pays à développement humain moyen, mesuré sur un indice de développement humain (Idh) supérieur à 0,500. Mais Madagascar est devancé par les îles sœurs dont les Comores, à la 132ème place, Maurice à la 63ème et les Seychelles à la 47ème «*La ratio de la pauvreté a tendance à diminuer : 68,7% de 2002 à 2005 dont 52% en milieu urbain en 2005 contre 61,6% en 2002, ce qui rapproche de l'objectif de 35% fixé d'ici 2015*», selon le ministre de l'Économie. Les progrès les plus significatifs touchent notamment la santé, l'éducation, la lutte contre le Vih/sida, la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire et la nutrition. "*C'est un signe. Il faut rester optimiste pour l'avenir*", a souligné le représentant du Pnud, qui a appelé le gouvernement à allouer plus de budget au secteur de l'eau et de l'assainissement. *L'accès à l'eau et à l'assainissement va devenir crucial dans nombre de pays dans les 10 ans à venir*. (D'après L'Express et Les Nouvelles du 09/02/2007)

Élysée Razaka, directeur général de l'Omnis : "*La hausse du cours du pétrole rentabilise nos gisements*" Plusieurs compagnies se trouvent dans une phase avancée de l'exploration sur 3 sites. La hausse du cours mondial du produit change le contexte de l'exploration pétrolière dans le pays, qui possède des huiles lourdes, difficiles et onéreuses à raffiner. Élysée Razaka affirme que *les autorités connaissent les conséquences désastreuses que peut avoir l'exploitation pétrolière, sur la vie sociale et économique de la population*. Le risque est d'autant plus élevé dans les pays en voie de développement. Conscientes de cette situation, les autorités ont établi une *coopération avec la Norvège, qui est à l'heure actuelle une référence en la matière*. La principale mesure à prendre comporte la *constitution d'un fonds*, un *trust fund*, qui sera alimenté par les ressources provenant de l'exploitation. Cette caisse servira à financer des projets devant diversifier l'économie mais aussi des actions sociales. (D'après L'Express du 28/02/2007)

Les cours de la vanille au plus bas : 3 ans après la folle spéculation qui a porté les cours de la vanille à des sommets, autour de 550 dollars le kilo pour l'origine Madagascar, les cours sont retombés à leur plus bas niveau depuis 10 ans, 20 dollars en moyenne pour la première qualité malgache. La brusque envolée des cours avait fait fuir les acheteurs. Avec la baisse amorcée depuis 2 ans, ils sont revenus. C'est un grand classique des marchés de matières premières : les cours élevés détruisent la demande et encouragent le développement de l'offre. La production a donc cru dans la plupart des pays producteurs, notamment à Madagascar, de loin le premier fournisseur du marché. Ce qui n'a pas manqué de faire lourdement retomber les cours. Avec un marché aussi déprimé, les paysans vont sans doute

se lasser de cette plante bien ingrate et, pourquoi pas, passer à des cultures plus alléchantes comme celle du poivre ou du girofle, dont les cours s'embrasent. (D'après Rfi du 23/02/2007)

Brusque flambée du prix du riz, situation difficile jusqu'à mi-mars : un problème de disponibilité de l'offre suite au retard des opérations d'importation est à l'origine de cette situation. Le prix d'un kilo de riz a maintenant plus que doublé en un rien de temps et dépasse les 1 400 Ar. Une cargaison de 30.000 tonnes de riz n'est attendue que pour la mi-mars. Les aléas climatiques et une vaste spéculation de commerçants opportunistes ont provoqué une *déstabilisation du marché en pleine période de soudure*. Madagascar ne peut compter que sur le passage des bateaux flottants transportant des produits de première nécessité au large de l'Océan Indien. Mais ceux-ci n'osent pas s'aventurer dans cet océan en raison du passage du cyclone Gamède. (D'après Midi et Les Nouvelles du 27/02/2007)

Le riz disparaît du marché : comme il fallait s'y attendre, la spéculation a fini par faire disparaître le riz sur le marché. A Antananarivo comme dans d'autres villes, cette denrée précieuse est soit introuvable, soit vendue à prix d'or. La situation de vient très préoccupante pour de nombreux consommateurs qui prennent 3 repas à base de riz par jour, et qui doivent diminuer les rations. (D'après L'Express du 28/02/2007)

Secteur privé : hausse du salaire minimum. Les syndicats de travailleurs et le Groupement des entreprises malgaches (Gem) a répondu favorablement au souhait présidentiel en portant le salaire minimum à Ar 63 519, contre Ar 56 713 auparavant (+ 12 %) [24 €/ mois] (D'après L'Express du 28/02/2007)

6 SANTE PUBLIQUE, CALAMITES, ENVIRONNEMENT

Le Pam couvre les besoins alimentaires de 59.000 élèves scolarisés dans le Sud : dans le cadre de la mise en œuvre du programme de Pays appuyé par le Pam (2005-2009) portant sur les activités d'alimentation scolaire, cet organisme prévoit de couvrir les besoins alimentaires de 59.000 élèves pour cette année scolaire. Soit un nombre total de 332.921 élèves ciblés durant les 4 années du programme, répartis dans 267 écoles de la province de Toliara. (D'après Les Nouvelles du 02/02/2007)

Inondations : plus de 14 000 sinistrés dans la plaine d'Antananarivo. La situation va de mal en pis. Le nombre des sinistrés dans la commune d'Antananarivo et dans la périphérie ne cesse d'augmenter. Du fait des fortes précipitations, les maisons sont immergées dans toute la partie basse de la capitale. *44 sites d'hébergement ont été ouverts*. Les maladies respiratoires et de la peau sévissent dans certains de ces abris. (D'après L'Express du 06/02/200, Les Nouvelles du 07/02/2007, L'Express du 15/02/2007)

Inondations des rizières : menace sérieuse de famine. *Les aléas climatiques ont causé des ravages un peu partout à Madagascar*. Les inondations ont surtout frappé *les zones à forte potentialité rizicole considérées comme des greniers à riz*. *De nombreuses routes sont coupées* et dans certaines régions, il y a les *invasions des rats*, qui, selon les spécialistes, seraient dues à la dégradation de l'environnement. Ces rongeurs ont détruit de 10 à 80% des rizières, des champs de maïs, 10 à 20% de la production de haricots et 10 à 90% des patates. C'est dire que la famine est en train de se pointer à l'horizon. 40 000 hectares de rizières sont actuellement sous les eaux. Selon les estimations, *plus de 100 000 tonnes de récoltes sont détruites*. Un manque à gagner qui pourrait aggraver la situation alimentaire à Madagascar. Afin de venir en aide aux agriculteurs victimes, le Bngrc a collaboré avec de très nombreuses Ong. (D'après Le Quotidien du 14/02/2007 et Tribune du 15/02/2007)

Flambée du prix du riz : la montée des eaux qui a détruit des milliers d'hectares de culture, un peu partout dans le pays, conjuguée à la période de soudure, fait augmenter le prix du riz. Situation qui se répercute déjà dans les foyers. Cette augmentation de prix révèle une fois encore *la précarité de l'équilibre entre l'offre et la demande*. Le département du commerce et la plate-forme de la filière riz ont décidé de constituer, avec la contribution des opérateurs privés, un stock de régulation. 100 000 tonnes de riz ont été importées pour alimenter ce stock. (D'après L'Express du 14/02/2007)

Appel d'urgence à l'aide internationale sur toute l'étendue de la Grande Île : *une enveloppe de plus de 242 millions de dollars est nécessaire* pour faire face à la situation générée par les intempéries. Madagascar a besoin d'aide pour faire face aux besoins les plus urgents après les quelques mois de fortes précipitations (5 fois plus que la normale) et les cyclones Bondo et Clovis. 32.695 sinistrés dont 15.940 dans la seule localité d'Antananarivo et 7.855 sans-abri ; 90.000 ha de rizières inondées ainsi que d'autres surfaces cultivées sous les eaux, enclavement de plusieurs régions depuis des semaines. Les dégâts sur l'agriculture et les infrastructures, notamment, sont énormes. La pénurie de vivres et l'insécurité alimentaire nous guettent, au même titre que les risques de maladies épidémiques et la rupture des stocks de médicaments. « *Nous ne sommes qu'à la mi-saison cyclonique. La situation est préoccupante et le pire est à venir* », souligne Marcel Ranjeva, ministre des Affaires étrangères qui précise : « *Sans intervention urgente, cette situation risque de porter un coup au développement du pays. "Les objectifs de croissance ne seront sûrement pas atteints"*. La France, la Norvège, l'Ue, la Bad et les Nations Unies se sont engagés à répondre favorablement à cet appel à l'aide. (D'après L'Express et Midi du 21/02/2007)

Coopération franco-malgache : 135 tentes familiales aux sinistrés. Après l'appel à la communauté internationale lancé par le gouvernement, la France a réagi pour la seconde fois. 135 tentes pour famille ont été offertes par le gouvernement français pour héberger les sinistrés qui vivent dans la promiscuité ou pour les gens nouvellement sinistrés. Rappelons que la première réponse de la France avait été l'octroi de 700.000 euros pour la lutte contre l'insécurité alimentaire. Le nombre de sinistrés dans toute l'île est maintenant de 43.203 contre 32.695 il y a 4 jours. (D'après Tribune du 24/02/2007)

Feux de brousse. : 455.861 ha partis en fumée en 2006. Si certains déploient tous leurs efforts à reboiser, d'autres ne font que brûler leur patrie. Cette surface est tout de même en baisse de près de 100.000 ha par rapport à 2005. La tombée précoce des pluies dans diverses régions est sans doute à l'origine de ce progrès. Les actes de mécontentement politique, le renouvellement de pâturages et la culture sur brûlis, constituent les facteurs expliquant le développement des feux de brousse. L'équipe ministérielle s'engage à renforcer les luttes préventives, avec comme objectif moins de 450.000 ha de superficie brûlée. (D'après Midi du 14/02/2007)

Environnement : promotion d'une véritable organisation onusienne : plus d'une quarantaine de pays ont appelé à la création d'une organisation de l'Onu pour l'environnement. Cette initiative lancée par le président Chirac doit donner une impulsion politique mondiale à la lutte contre les dérèglements climatiques. Un "groupe pionnier" de 46 pays a été constitué pour promouvoir ce projet, *contesté notamment par les Etats-Unis et les grands pays émergents*. Le Maroc devrait accueillir au printemps la première réunion du groupe pionnier des "amis de l'Organisation des Nations unies pour l'Environnement", qui rassemble la quasi-totalité des Européens, les pays du Maghreb, des pays latino-américains

(Chili, Équateur...) et des pays pauvres comme le Burkina Faso, *Madagascar* ou le Cambodge. (D'après *Ats* du 03/02/2007)

Au 28/02/2007, 1euro = 2640Ariary (cours pondéré)